



Nîmes, le 3 juin 2019

Monsieur Denis BOUAD  
Président du Conseil départemental du Gard

Monsieur le Président,

L'intersyndicale CGT, CFDT et Sud Solidaires vous alerte sur l'état précaire du secteur social dans votre département. Vous n'ignorez pas que depuis un an plus d'une dizaine d'équipes médico-sociale vous ont interpellé directement ou par voie hiérarchique.

Les équipes ayant déposé un préavis de grève ont été reçues.

Les autres équipes faisant confiance à leur administration attendent toujours des réponses, malgré l'envoi parfois jusqu'à trois courriers pour certaines d'entre elles.

Pour mémoire ces courriers font état d'une impossibilité à tenir leurs missions au vu des non remplacements de personnels, du manque de moyens. En ce qui concerne le secteur de Nîmes, les équipes sont en difficulté accrue depuis la mise en place de l'équité territoriale.

Les trois organisations syndicales sont interpellées par les agents de façon quasi quotidienne. Nous rencontrons de plus en plus d'agents nous faisant part de pressions professionnelles journalières pour accomplir leurs missions et parlent aujourd'hui ouvertement de leur peur de burn-out quand ce n'est pas déjà leur réalité.

Nous vous demandons de vous rapprocher de la DGS et du DGA afin que les différents courriers des équipes ne restent pas lettre morte.

**Vous avez, lors des vœux de la nouvelle année 2019, remercié les agents de la collectivité pour leur professionnalisme. Les remerciements ne suffisent pas, le respect est lui, indispensable.**

L'intersyndicale CGT, CFDT et Sud Solidaires est extrêmement inquiète sur la santé des agents concernés qui chaque jour se fragilise un peu plus. Nous vous rappelons que nous parlons ici de travailleurs sociaux en contact permanent avec la population gardoise.

Nous vous rappelons, une fois de plus, que votre mandat de Président du Département, vous place responsable tant au niveau du rendu du Service Public

qu'au niveau de la santé au travail des agents du Département. Vous vous étiez engagé à l'application du protocole de remplacement des absences, ce n'est plus le cas à ce jour.

Nous ne tirerons pas ici de conclusions hâtives mais, il est envisageable que le secteur social prenne des solutions plus radicales pour pouvoir obtenir des réponses concrètes.

Nous vous rappelons qu'en juillet 2018, lors du mouvement de grève du secteur social revendiquant les mêmes moyens, vous avez souhaité organiser un audit du travail social par un cabinet privé. Depuis, la situation s'est encore aggravée, avec comme réponse : « attendez le résultat de l'Audit ». Les syndicats n'ont jamais été dupes quand à cet instrument politique visant à obtenir une gestion RH associée à un budget en berne.

Recevez, Monsieur le Président, nos meilleurs salutations.

L'intersyndicale CGT, CFDT, Sud Solidaires.